

Dominique Reynie (dir.), *L'opinion européenne en 2010*

Gambais, Éditions Lignes de repères, Fondation Robert Schuman,
Fondapol, 2010, 245 pages, 19 euros

Mustapha Harzoune



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/898>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.898](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.898)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2010

Pagination : 176-177

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Dominique Reynie (dir.), *L'opinion européenne en 2010* », *Hommes & migrations* [En ligne], 1288 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/898> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.898>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Dominique Reynie (dir.), *L'opinion européenne en 2010*

Gambais, Éditions Lignes de repères, Fondation Robert Schuman, Fondapol, 2010, 245 pages, 19 euros

Mustapha Harzoune

RÉFÉRENCE

Dominique Reynie (dir.), *L'opinion européenne en 2010*, Gambais, Éditions Lignes de repères, Fondation Robert Schuman, Fondapol, 2010, 245 pages, 19 euros

- 1 Il s'agit de la onzième édition de *L'Opinion européenne* publiée sous la direction de Dominique Reynié, politologue, professeur à Sciences Po et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, "fondation libérale, progressiste et européenne". Il dirige ici quelque onze spécialistes, professeurs, chercheurs, journalistes et autres membres des deux fondations partenaires. Ils livrent leurs analyses sur des sujets aussi divers que les jeunes et les élections européennes, les sans-abri au sein de l'Union, les forces électorales européennes, les finances publiques, l'écologie, etc. Et, bien sûr, un chapitre, rédigé par le maître d'œuvre lui-même, est consacré à l'immigration.
- 2 L'article, bourré de tableaux et de pourcentages, reprend les données de deux enquêtes d'opinion transnationales, la première datant de 2008 est l'œuvre de Pew Global Attitudes Projects, la seconde a été conduite en 2009 dans le cadre du Transatlantic Trends. Deux études réalisées donc en pleine crise financière et en période de vives inquiétudes quant au devenir des économies nationales. Un contexte difficile... pas bon en général pour l'immigration.
- 3 Pourtant, Dominique Reynié montre que l'immigration est une préoccupation secondaire au sein des opinions européennes, loin devant les questions économiques. Mais voilà, en soi l'immigration est perçue comme un "problème", plutôt que comme une "opportunité". "Problème" est un mot fourre-tout, insatisfaisant, qui pose plus de...

problèmes qu'il n'en résout. Car comme l'écrit Marylinn Maurage dans son roman *Migrateur* (L'Arganier, 2006) : *"L'immigration ça fout le bordel"*. Autrement dit on peut en même temps y être favorable, voir d'un bon œil la présence de concitoyens venus d'ailleurs et penser que cela peut et va bousculer les plus solides des agencements et donc reconnaître que rien ne sera facile...

- 4 Pour autant, à lire l'auteur, il semblerait que cette appréhension européenne puisse être attribuée à quelques confusions ou brouillages entre la réalité des faits et les représentations des uns et des autres. L'immigration serait d'abord une question de perception, et de ce point de vue, les Français auraient bien du mal à accepter comme leur des hommes et des femmes nés en France depuis deux, voire trois générations, des Noirs ou des métis pour les renvoyer à une improbable migration. Finalement, la confusion ne se résumerait-elle pas au fait que la France, et d'autres en Europe, se voient encore comme des sociétés d'immigration alors qu'elles sont déjà des sociétés multiculturelles ? Ici, laïque et républicaine tout de même. L'analyse n'est pas neuve. Mais voilà, ce sont aussi ces représentations et ces perceptions sensibles qui font les électeurs et alimentent les mouvements querelleurs et les humeurs rétives...
- 5 La présence des immigrés illégaux inquiète davantage que celle des immigrés installés légalement dans les pays européens. Pourquoi cette inquiétude ? Faut-il l'attribuer à quelque peur déraisonnable ? Aux fantasmes qui courent sur l'immigration illégale ? En quoi un clandestin ou un sans-papier se distinguerait-il d'un immigré légalement installé ? Sur quoi porte la différence ? La crainte de l'invasion ? La peur de voir déferler au sein de l'Union toute la misère du monde ou de devoir subir avec les illégaux et autres sans-papiers une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail ? Les enquêtes ne fournissent pas ici de réponses.
- 6 Pourtant, et de manière surprenante, les Européens ne seraient pas hostiles à des politiques de... régularisation. Cela n'est-il pas contradictoire avec les craintes émises plus haut ?
- 7 Peut-être pas si on recherche quelques explications du côté de l'universalisme européen et de l'attention que portent les peuples de ce vieux continent aux autres. Ceci permettrait aussi d'expliquer pourquoi les Européens sont peu pressés de s'adonner à l'exercice de l'autocritique dans les ratés de l'intégration. Les défauts ou les échecs de l'intégration relèveraient moins des discriminations dont seraient victimes les immigrés que de l'attitude des immigrés eux-mêmes. Conséquemment peut-être, les enquêtes notent une montée des opinions xénophobes, notamment à l'égard des musulmans et des juifs. Pour les premiers, l'après 11-Septembre est passé par là, mais aussi le fait que les "élites" intellectuelles et sociales *"prennent plus souvent en charge un discours d'alerte, pointant les problèmes de l'immigration au nom de la défense des libertés individuelles et de la liberté d'opinion, ou encore au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes"*.
- 8 Dans un contexte marqué par la crise des ressources publiques et l'absence de croissance, d'une part, les tensions liées au multiculturalisme et au vieillissement démographique, d'autre part, comment les partis de gouvernement pourront-ils capter le vote des catégories socioprofessionnelles populaires demande l'auteur ? *"La nature duregard que les Européens portent sur l'immigration est en passe de devenir une contrainte politique importante. Elle pourrait peser sur les rapports de forces nationaux comme sur le fonctionnement des mécanismes européens ainsi que sur la perception publique de l'Union."* Dominique Reynié l'annonçait : *"Les partis de gouvernement devront de plus en plus souvent*

composer avec la contrainte d'une surenchère politique, voire avec la concurrence électorale d'organisations populistes". Déjà les Suédois, les Viennois, après les Pays-Bas ou l'Italie, l'ont fait. Nicolas Sarkozy et peut-être demain Angela Merkel semblent avoir choisi de quel côté faire pencher la balance de ces "*rapports de forces nationaux*".

- 9 Et l'Europe dans tout cela ? On pourrait croire qu'elle ne se porte pas si mal puisque 58 % des Européens pensent que les politiques en matière d'immigration doivent être définies au niveau européen. 28 % se prononcent pour le niveau national (ils sont 53 % chez les Britanniques) et 12 % pour un niveau local.